

ASSEMBLEE GENERALE

10 novembre 2022 - Le Houlme

- ◊ RAPPORT MORAL
- ◊ RAPPORT D'ACTIVITES 2021
- ◊ RAPPORT FINANCIER 2021
- ◊ RAPPORT COMMISSION CONTRÔLE FINANCIER
- ◊ ELECTION CONSEIL D'ADMINISTRATION



Institut d'**H**istoire **S**ociale **CGT 76** – **Nous contacter**

Siège : Maison du peuple - 161, rue Pierre-Corneille 76300 Sotteville-Lès-Rouen -

Courriel : ihscgt76@laposte.net - Tel 09 82 40 45 19 - Permanences les mardis de 14h15 à 17h

161, rue Pierre-Corneille -76300 Sotteville-lès-Rouen

Cercle Franklin - 119 Cours de la République -76600 Le Havre - Tel : 06 86 80 71 84

RAPPORT MORAL PRESENTE PAR JACKY MAUSSION PRESIDENT



Pierre Lebas, dans quelques instants, évoquera notre bilan d'activité. Je me contenterai donc de souligner nos rendez-vous immédiats et quelques perspectives d'activités pour notre Institut au cours de l'année 2023.

Le 15 novembre prochain, nous rencontrerons, avec Alain Bozec, la direction de l'Union Départementale afin de finaliser la subvention de l'UD. Depuis des années celle-ci se monte à 5500 euros. Je rappelle que cette subvention n'a rien d'automatique, elle dépend du bilan et des activités de notre Institut. Dans ce domaine, comme dans bien d'autres, il n'y a rien d'acquis. Sans cette subvention, notre Institut ne pourrait pas fonctionner, ce constat est d'ailleurs valable pour tous les Instituts d'Histoire Sociale des départements.

Les 19 et 20 novembre, nous serons présents à la fête de l'Humanité Normandie. Nous présenterons l'exposition sur la grève des métallos havrais de 1922.

Les 24 et 25 novembre, nous serons également présents au congrès des l'Union syndicale des retraités de notre département à Gonfreville l'Orcher.

Puis le 29 novembre, nous participerons au festival du livre de l'histoire sociale qui se tiendra à Montreuil, au siège de la CGT. Une occasion, pour nous, de faire connaître nos publications et de provoquer de nombreuses rencontres, qui peuvent parfois donner lieu à des partenariats ou à des initiatives.

Nous avons programmé un débat à partir du livre « *le nucléaire par ceux qui le font* » de Sébastien Ménesplier et de François Duteil, respectivement secrétaire de la fédération Mines et Energie et président de l'Institut d'Histoire Sociale. Mais un quiproquo concernant les disponibilités de Sébastien Ménesplier nous a contraint à reporter cette initiative. Nous allons donc, avec les intéressés, fixer une nouvelle date. Je rappelle que le débat public a commencé et se déroulera jusqu'à la fin du mois de février.

Notre prochain Fil rouge, qui paraîtra au début de l'année prochaine, traitera des services publics à partir d'un article de Sylvain Brière. Vous l'avez deviné, cet article sera axé sur les transports et la SNCF. Cette publication entre dans la volonté de la direction nationale de traiter de ce sujet, les services publics, au cours d'un cycle long ponctué de conférences, de débats, de publications. C'est dans ce cycle que modestement, nous nous inscrivons. Cela nous donnera, à notre échelle, l'occasion de proposer des initiatives. Nous n'avons pas finalisé toutes nos interventions, ni d'ailleurs, concrètement ce que nous ferons au cours des prochains mois et au cours de l'année 2023. Je pense fortement à la création d'un festival du film de l'Histoire Sociale en partenariat avec l'Union locale de Rouen et les « *Amis de l'Humana* ». Toutes les propositions sont les bienvenues.

Nous avons prévu, à l'issue de notre assemblée générale, de demander à Gilles Pichavant de faire une conférence sur les émeutes dans la vallée du Cailly en 1825. Ce sujet avait fait l'objet d'une publication dans notre revue le Fil rouge au cours du deuxième trimestre de cette année. D'où le choix de convoquer notre assemblée dans ce lieu, le bâtiment des Diésels, en fait l'ancienne usine de textile Levavasseur. Mais, lorsque cela ne va pas, rien ne va, pour paraphraser un vieux dicton populaire. Gilles a attrapé le covid et cette conférence n'aura pas lieu. On ne peut que lui souhaiter un prompt rétablissement. En attendant nous allons fixer une date avec lui, afin que cette conférence puisse ultérieurement se tenir dans ce lieu.

Nous ferons en sorte d'associer les Union locale de Rouen et de Saint Etienne du Rouvray, la mairie du Houlme, le tout avec la collaboration d'Alain Alexandre.

Au cours de cette année, nous avons été sollicités, à plusieurs reprises, afin de participer où d'intervenir lors de réunions syndicales sur les dangers pour le monde du travail que représente l'imprégnation dans la société des idées de l'extrême droite qui saturent l'espace médiatique. En mars, nous avons ainsi, avec l'Union départementale, participé à un débat à Petit-Couronne. Puis, lors de son congrès qui s'est tenu au début du mois d'octobre, l'Union locale de Saint-Etienne du Rouvray, Sotteville, Oissel, a tenu à ce que nous introduisions un débat sur ce sujet. Les congrès se déroulent selon un ordre du jour immuable, indispensable, ne serait-ce que pour valider les orientations, les statuts, et légitimer les directions. Sans doute existe-t'il d'autres lieux pour se livrer à un tel exercice, je pense notamment aux stages de formation, mais il n'est pas anodin que des directions syndicales choisissent, sous forme de caractère d'urgence, à traiter ce problème en plein congrès, là où sont rassemblés tous les animateurs et acteurs des syndicats d'un territoire. L'Union départementale est intéressée, l'Union locale de Dieppe également. Il va sans dire que nous sommes disponibles et à la disposition des organisations de la CGT.

Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, dans le journal « *Ensemble* » de septembre 2022 destiné aux syndiqués, soulignait « *qu'il n'y a pas assez de débats dans les syndicats sur ce problème* ». Il ajoutait que cela s'avérait parfois difficile. Difficile sans doute, car le Rassemblement national est un parti politique et le combattre nous amène évidemment à nous aventurer sur ce terrain. Mais ce n'est tout de même pas une nouveauté, tout au long de son histoire la CGT a toujours combattu l'extrême droite et ses organisations. Le 12 février 1934, face au coup de force des ligues fascistes qui font peser une lourde menace sur les libertés, la CGTU et la CGT ripostent dans la rue en portant les revendications sociales et démocratiques qui aboutiront, en 1936, à la victoire du Front populaire et ses conquêtes sociales. Durant l'occupation, la CGT clandestine participe activement à la Résistance avec non seulement l'objectif de la Libération nationale et la défaite du fascisme mais aussi celui des « jours heureux » avec un programme de progrès social et de libertés. Lors de la guerre d'Algérie, la CGT soutient la libération du peuple algérien et combat résolument l'OAS et les partisans de l'Algérie française ; la manifestation durement réprimée fera neuf victimes dans ses rangs au métro Charonne. Dans les années 70, face à la montée des idées racistes de l'extrême droite la CGT organise une vaste campagne de sensibilisation auprès des salariés. Aujourd'hui, comme hier, il s'agit bien de connaître son ennemi, afin de le combattre et d'aboutir à de nouveaux progrès sociaux.

Je ne vais pas revenir sur l'ensemble des publications de la CGT, celles de nos Instituts d'Histoire Sociale, elles sont nombreuses. Je vais simplement souligner quelques repères historiques et utiliser l'expérience que nous venons de vivre avec les récentes séquences électorales.

Le Front national est né en 1972. Il réalise moins de 1% à l'élection présidentielle de 1974. Fondé le 5 octobre 1972 sur les cendres d'ordre nouveau, un mouvement néo-fasciste lui-même issu d'Occident, et rassemblant des militants, anciens pétainistes, poujadistes, néonazis, partisans de l'Algérie française dans une « *concrétisation de l'unité du nationalisme français* ».

Comment ce parti est-il devenu le premier parti dans notre pays avec 23,31% des voix aux européennes, 41,5% au second tour de la présidentielle et aujourd'hui 89 députés à l'Assemblée Nationale ? Pour la troisième fois, il se qualifie au second tour de l'élection présidentielle.

Les sondages, même s'il convient de les consulter avec prudence, sont glaçants : 40 % des ouvriers et des employés voteraient extrême droite, 22 % des syndiqués de la CGT.

Notre pays n'est pas un cas isolé, on retrouve un ensemble de raisons dans plusieurs pays du monde qui favorise l'extrême droite, à savoir un mélange de régression sociale (montée du chômage et de la précarité, destruction des services publics et du droit au travail...), de désespérance politique et de désorientation idéologique. Tout cela est lié à des politiques en faveur du capital contre les solidarités collectives, notamment syndicales, contre la gauche, en particulier contre la gauche de rupture. C'est le fond sur lequel se développe l'extrême droite, et son succès repose en particulier sur le fait qu'elle bâtit un discours fait tout à la fois de contestations, et de rappels à l'ordre et à la sécurité, qui peut flatter les désirs conservateurs, réactionnaires, notamment racistes et patriarcaux. Ce mélange explosif a toujours été la singularité du moteur de l'extrême droite pour construire son attrait parmi celles et ceux qui n'ont aucun intérêt à ce qu'elle accède au pouvoir.

L'incantation antifascisme n'a aucun effet et ne fonctionne pas. En clair, les postures antifascistes sur les réseaux sociaux ne servent strictement à rien. Il nous faut décrypter, démasquer. Mais il faut aussi, dans ce même mouvement ancrer un projet de transformation sociale et écologique dans la durée qui soit doté d'un imaginaire commun tendu vers l'objectif d'une société nouvelle.

L'extrême droite s'évertue à brouiller tous les repères. Les effets d'annonce, par exemple, sur les retraites ou sur le pouvoir d'achat sont lourdes de conséquences. Tous lient l'augmentation des salaires à une baisse des cotisations sociales, ce qu'ils nomment des charges, ce qui signifie moins de financement pour la protection et la Sécurité sociale, et donc à terme, moins de droits, avec pour horizon la privatisation de notre système de santé, comme celui des retraites.

Il y a bien des manières d'expliquer aujourd'hui comment l'extrême droite impose ses thèmes dans le débat public, que ce soit l'immigration, l'Islam, la sécurité, la laïcité, le patriarcat et sa manière paternaliste d'aborder les questions sociales. Pour expliquer les causes profondes de son implantation électorale aujourd'hui, on évoque souvent la stratégie de François Mitterrand qui consistait à favoriser le Front National afin de mettre la droite en difficulté. Pas faux, mais cela ne suffit pas à expliquer ni pourquoi, ni comment, on en est arrivé à cette situation. Si on examine l'histoire récente, la première étape de cette implantation prend sa source à partir des années 70 avec les dégâts causés par la casse industrielle. « *Les socialistes font le ménage que nous n'avons pas su faire* » dira Alain Juppé. Et en 1984, Jean-Marie Le Pen commence à imprégner : « *Ça ne vous paraît pas évident que le nombre de plus de six millions d'étrangers en France est en relation directe avec le fait qu'il y ait trois millions de chômeurs ? Ça me paraît évident et ça paraît évident à beaucoup de Français* ». Cette année-là, le Front national franchit pour la première fois la barre des 10 % aux élections européennes.

Nous parvenons, durant cette période à sauver quelques emplois, mais pour l'essentiel la casse se poursuit. Ici, dominant les luttes dans les industries de l'automobile, les papeteries, les ports, le textile, les services publics, la réparation et la construction navale...la liste serait longue des usines, des entreprises liquidées, bradées. Quelques idées prennent corps. Les patrons deviennent invisibles, on a affaire à des directions d'entreprise, le temps de la lutte des « *petits contre les gros* » semble révolu. La lutte des classes, en quelque sorte, semble moins pertinente. Il faut bien trouver les coupables, ceux qui sont responsables de cette situation. Si on ne prend plus aux riches, où tous ceux qui étaient victimes de cette casse allaient chercher leurs adversaires ? Les profiteurs du système ? Non ! parmi les plus malheureux, ceux qui sont dans la débîne, contraint de vivre de maigres secours et de substituts aux acronymes dévastateurs : RMI, ANPE, cas soces.

1984, même date, les jeunes socialistes lancent « *SOS racisme* », on ripoline d'une bonne dose de morale. On laisse s'installer le chômage mais on propose un badge.

La deuxième étape va être encore plus violente.

La désindustrialisation s'accélère. L'intérim s'installe, le SMIC est attaqué, des emplois industriels deviennent ceux des services à la personne, ceux des services et la manutention, souvent sous-payés, deviennent la règle. La précarité explose. C'est encore pire pour les enfants d'immigrés. Sans piston, pour entrer dans une boîte ou à la mairie, la peur d'être rattrapé par la précarité, le chômage, la pauvreté, s'installe. Une souffrance s'est installée dans le corps social comme un poison.

Il y a des vainqueurs et les vaincus de la mondialisation. Tout le monde ne connaît pas la même austérité. Les professions libérales, par exemple, ramassent discrètement le pactole. D'autres professions sont relativement épargnées, leurs enfants ne sont pas en première ligne. La plupart tolèrent, ils laissent faire, ils habillent leurs valeurs d'ouverture à l'autre, voire pointent l'esprit étriqué xénophobe des prolétaires. Une posture que le sociologue Emmanuel Todd qualifie de « *passivisme* ».

Aujourd'hui avec la massification des études, 20% du corps social, les diplômés du supérieur forment désormais un groupe suffisant pour « *se refermer sur lui-même* », pour vivre un entre soi, se croire la société tout entière.

De cellules de reclassement, de plans de revitalisation, la gauche raisonnable a détruit le monde ouvrier et a laminé sa base sociale. Les révolutionnaires, en colère, défilent dans les manifs. Un sketch qui dure depuis quarante ans.

En 1990, le Front National s'aligne sur cette demande populaire, sur cette exigence de protection. Le parti de Jean-Marie Le Pen, ultra libéral jusqu'alors, pro-européen, qui regardait Bruxelles comme « *un rempart contre le bolchevisme* », bascule avec la chute du mur de Berlin. Il se déclare contre les « *importations sauvages* » et la « *concurrence sauvage* ».

C'est ainsi qu'il a trouvé un plus large écho, plus populo. Avant que Marine Le Pen ne creuse encore ce sillon.

Sur les élections récentes :

La petite musique sur les « assistés », les « Cas soces », « eux qui ne se lèvent pas le matin » « qui touchent des aides pendant que nous on a droit à rien ». Et nous qui réclamons « plus de social », nous serions, en quelque sorte leurs complices.

Les retraités : « Vous voyez combien je reçois après quarante ans de travail, et eux, ils vont à la poste et touchent plus que moi ».

Au bistrot : « Je vous aime bien, mais je ne peux pas voter à gauche, je suis pour le travail ».

L'un des grands enjeux politique qui prédispose aujourd'hui à un vote extrême droite, c'est l'assistanat.

La droite a réussi à récupérer ce qu'ils appellent la « valeur travail » depuis Nicolas Sarkozy jusqu'à Emmanuel Macron. Ils célèbrent le travail pour mieux le malmener, avec l'idée qu'il faut travailler plus, tout en écrasant les salaires. C'est ainsi ancré que « la droite c'est le travail, la gauche c'est l'assistanat », une conviction qui permet de justifier le recul social concernant les indemnités de chômage ou le passage de la retraite à 65 ans (67 ans pour Edouard Philippe, le maire du Havre). Nous ne devons pas fermer les yeux sur ce ressenti parfois massif : « Moi je bosse et je n'ai droit à rien alors que d'autres touchent des aides ».

Durant la campagne des élections législatives, le député communiste Sébastien Jumel visite une entreprise de verrerie d'une quarantaine d'ouvriers à Aumale, dans le pays de Bray, dans le nord du département, à la frontière de l'Oise. Nous sommes en plein désert syndical. Le patron lui expose ses problèmes, puis le député demande à rencontrer les ouvriers. Pas de problème, ils se réunissent ensemble et la seule question qui sera posée, à plusieurs reprises, en boucle, sera celle qui concerne ceux qui ne font rien et qui touchent des aides.

A nous de montrer les vrais assistés, les hyper-riches. Nous avons le devoir, en permanence de poser le rapport capital/travail, de mettre en lumière le véritable clivage.

Aux élections législatives de juin dernier, 89 députés d'extrême droite ont été élus. Des départements comme la Haute-Marne, la Haute-Saône, les Pyrénées Orientales, l'Aude, sont passés en totalité à l'extrême droite. Tout près d'ici, dans l'Eure, quatre sur cinq députés sont d'extrême droite. En Picardie, 8 sur 17, dans le Pas de Calais, 6 sur 12, dans le Nord, 6 sur 24, dans certains endroits il a suffi d'un seul tract pourri pour qu'un candidat complètement inconnu réalise 40 % des voix au premier tour. 89 députés d'extrême droite, quelles réactions ? C'est le vide qui résonne. Sont-ils tous racistes ? repliés devant leurs télévisions ? irrécupérables ?

Tout cela est aussi le résultat d'une stratégie, pensée, élaborée depuis des années, par des clubs de technocrates socio-démocrates à l'exemple de « Terra Nova ». Pour eux, l'essentiel doit être centré sur les valeurs, les jeunes diplômés, les minorités. Selon ces grands stratèges « perdre les ouvriers ce n'est pas grave ».

Pour eux, l'essentiel doit être centré sur les valeurs, les jeunes diplômés, les minorités. Selon ces grands stratèges « *perdre les ouvriers ce n'est pas grave* ».

D'autres que moi ont plongé dans les archives du Front National depuis 1972, à la Bibliothèque Nationale de France, aux archives départementales, ou encore dans l'examen de ses tracts et de ses publications.

Une constance apparaît :

Même lors de son « virage social » en 2012, le mot inégalité ne figure jamais. Ni inégalité de revenus, ni inégalités dans l'accès au logement, ni inégalité face à l'école.

Les « classes » (classes sociales) bien sûr sont absentes, tout comme les injustices sociales. Il n'y a pas de riches, il n'y a pas de pauvres. La pauvreté n'est pas mentionnée, ni la précarité.

Qu'énonçait ce parti sur « *l'intérim* » ? Rien ; quoi sur les stages à répétition ? Rien. Quoi à l'autre bout sur les « *dividendes* », rien, pas plus « *qu'actionnaires* ». C'est une faille ou nous pouvons nous engouffrer.

Sur la cuvée 2022 de l'élection présidentielle et celle des législatives : profits, pas un mot, bénéfices, pas un mot, dividendes, pas un mot.

On va citer Marine Le Pen : « *Présidente de la République, je ne laisserai plus les Français être volés par ceux, qui depuis tant d'années, minent la prospérité en toute impunité* ».

Mais à qui s'adresse-elle ? Aux firmes, à Total, à Sanofi, Stellandis, 0 euro d'impôts sur les sociétés en France ?

Non, elle vise « *la fraude sociale* » qui aura son ministère dédié, avec autorité sur toutes les administrations compétentes, avec des cartes vitales biométriques, avec des corps d'inspection spécialisés, avec des prérogatives de police judiciaire, avec des suspensions temporaires de droits sociaux.

Et elle vise juste, en plein dans le mille, il suffit d'interroger les gens. Que répondre, comment faire face à cette déferlante ?

Inutile de contester, on ne fait que s'enliser. Seule issue, revenir aux vrais profiteurs du système.

Pour conclure, on va faire une expérience :

On va compter jusqu'à trois : un, deux, trois,

Durant ces trois secondes, Jef Bezos, lez patron d'Amazon vient de s'enrichir de 10 000 euros. En plus, il ne paye pas d'impôts.

Notre rôle : réactiver ce conflit. Des droits pour tous, école, santé, Sécurité sociale, retraite... Un travail pour tous avec des salaires qui permettent de vivre dignement. Faire en sorte aussi, que la gauche soit plus associée, dans l'imaginaire collectif, aux congés payés et à la Sécurité sociale, plutôt qu'au RSA.

RAPPORT D'ACTIVITE 2021 PRESENTE PAR PIERRE LEBAS



En 2021, notre Conseil d'Administration s'est réuni 4 fois. Les réunions de bureau se sont tenues tous les mois avec une bonne participation. Les permanences ont eu lieu chaque mardi après-midi à Franklin au Havre et une fois par mois à notre siège à la Maison du peuple à Sotteville-les-Rouen.

Deux numéros de notre *fil rouge* ont été édités :

N° 72 sur les solidarités

N° 73 sur les 150 ans de la Commune de Paris

Et 11 lettres électroniques.

Cette année a été particulièrement marquée par les 150 ans de la Commune. De nombreuses initiatives ont eu lieu dans les différentes Unions Locales de notre département.

Nous avons monté une exposition avec les photos réalisées par Bruno Braquehais, lors des combats qui ont eu lieu à Paris pendant la Commune.

Cette exposition a circulé dans différentes Unions Locales et au congrès de l'Union Départementale. A cette occasion, nous avons présenté le fil rouge n° 73 spécial « 150 ans de la Commune » et le CD des chansons de cette époque édité par notre IHS et interprété par Thierry Leballeur et Serge Cavelier, adhérents de notre institut. Cette initiative a pu avoir lieu grâce au partenariat avec le Comité régional CGT, l'Union Départementale CGT 76 et TLCVacances.

Cette initiative a permis d'éditer le *fil rouge* (3000 exemplaires) et ce CD (1500 exemplaires).

Nous avons été invités à présenter ces publications à l'Assemblée Générale de l'UD de la Manche et Thierry et Serge ont interprété les chansons du CD.



Nous avons également réalisé ces prestations à Saint-Etienne du Rouvray en signant une convention avec la municipalité, laquelle intégrait une conférence avec l'historien Roger Martelli.

Cette exposition et le CD sont toujours disponibles comme un certain nombre de livres édités ou soutenus par notre IHS.



CGT Total « Pages d'histoires de la Raffinerie Total Normandie »

Jean-Louis Jégaden « Militant de la Navale– Mémoire des jours Heureux »

Patrick Pochon

Martha Desrumeaux

Et bien d'autres que vous trouverez dans nos lettres électroniques ou sur notre site.



Une action a été menée pour l'adhésion des syndicats et des Comités d'Entreprise à partir d'une Adresse « votre histoire au présent » que nous avons éditée à plus de 2000 exemplaires et encarté dans notre *fil rouge*

Quatre camarades ont participé aux journées d'études de notre institut national.

Bien sûr, nous avons tracé les pistes des initiatives que nous pourrions prendre en 2022. Les grèves de 1922 chez les métallos du Havre et autres.





RAPPORT FINANCIER 01 JANVIER AU 31 DECEMBRE 2021

Pascal Lamotte trésorier étant excusé, le rapport financier est présenté par Alain BOZEC en sa qualité de Délégué Général

Les comptes de résultat 2021 qui vous sont présentés marquent la bonne santé financière de notre Association et la totale maîtrise de nos dépenses et de nos recettes

Le projet de budget voté en début d'année par le Conseil d'Administration a été intégralement respecté. Il a permis au Conseil d'Administration et au bureau de s'engager et de suivre en toute connaissance et en quasi temps réel ses objectifs politiques en matière d'activités : réalisation d'expos, publications, journées du fil rouge

Sur les comptes en eux-mêmes, quelques commentaires.

L'année 2021, comme l'a rappelé Pierre Lebas dans son rapport d'activité, a été très riche, malgré un environnement sanitaire et politique complexe.

PRODUITS

Le montant des adhésions représente 26 % de nos ressources.

Il est en baisse inquiétant. S'il est à noter une bonne stabilité du nombre de nos adhérents individuels 134 au 31 décembre 2021 avec 17 nouvelles adhésions compensant les départs (essentiellement des décès) il n'en est pas de même sur les adhésions collectives 76 au 31 décembre. Nous enregistrons en effet malheureusement une nouvelle baisse de 12 % des adhésions collectives. En 3 ans l'érosion atteint près de 40 % et les chiffres de 2022 n'inverseront pas cette tendance baissière.

Journées « fil rouge », initiatives, conférence, débat représente 24 % de nos ressources

Ce poste en forte hausse est le résultat du grand succès de nos initiatives et des conventions que nous avons passées autour des 120 ans de la Commune (Expo, CD édité à plus de 3000 exemplaires) ...

Vente livres : 6% de nos ressources

Il s'agit pour l'essentiel des ventes hors adhérent à notre revue le fil rouge, aux 90 abonnements aux cahiers d'histoire de l'IHS confédéral et de la vente de livres que nous avons en stock.

Contribution UD CGT 76 : elle représente 15% de nos ressources

Notre UD CGT 76 a poursuivi son soutien sans lequel nous serions incapables de mener à bien tous nos projets. Cette contribution repose sur la mise en place de projets décidés en commun. Nous ne pouvons que nous réjouir de l'esprit de confiance qui anime nos rapports et partageons le souci de l'UD de maîtriser ses interventions financières en concordance avec ses objectifs politiques. Dans ce même chapitre, nous saluons également le soutien du Comité Régional CGT de Normandie et des UL de notre département qui répondent toujours présent à nos sollicitations.

Convention TLCVacances : 16 % de nos ressources

Là aussi, nous ne pouvons que nous féliciter des rapports historiques qui nous unissent, basés sur notre statut commun d'association d'éducation populaire. Notre volonté commune réaffirmée lors de notre dernière rencontre étant bien là aussi de mener des projets communs, comme c'est le cas cette année avec les initiatives autour des 150 ans de la Commune de Paris. Ce partenariat politique avec TLCVacances mérite d'être souligné fortement et mis en valeur.

Dons : 13 % de nos ressources.

Ce poste est le résultat de la reconnaissance par l'Administration fiscale de notre statut d'Association d'intérêt général.

Subvention collectivités territoriales

C'est aujourd'hui un très gros point faible puisque nous ne percevons plus de subvention au fonctionnement direct de notre institut.

DEPENSES

Elles sont, comme indiqué précédemment, conformes au projet de budget. Si elles sont en hausse par rapport à l'an dernier, cela est dû essentiellement aux dépenses liées à nos initiatives dont les 120 ans de la Commune.

Le point le plus positif reste qu'elles sont parfaitement maîtrisées.

2 postes sont importants

L'édition à 700 exemplaires et le routage (480 exemplaires) du fil rouge 3 numéros cette année : 7800 € soit 36% de nos dépenses.

Les frais de déplacement et de missions réceptions liés au fonctionnement de l'Association, Conseil d'Administration, Bureau, réunions ou rencontres diverses... 2600 €, soit 11 % de nos dépenses. Il est par contre important de souligner que ces dépenses sont en forte baisse de 34%.

Cela, comme indiqué précédemment, est le résultat concret de notre reconnaissance par l'administration fiscale de notre statut d'association d'intérêt général dont d'ailleurs bénéficient nos adhérents individuels avec la déduction fiscale du montant de leur 25 € de cotisation.

Lorsque nous évoquons nos dépenses, il convient aussi de souligner les apports logistiques dont notre Institut bénéficie par la mise à disposition de locaux, matériels bureautiques... Sans ces contributions en particulier de l'UL du Havre, de Dieppe, d'Elbeuf, de la maison du peuple, siège de notre association, des syndicats Dresser, Dockers, Cheminots..., nos dépenses seraient nettement supérieures à celles qui vous sont données aujourd'hui

En conclusion

Nous pouvons nous réjouir d'avoir pris et de maintenir les bonnes décisions organisationnelles, de la fidélité de nos adhérents et du soutien de la CGT dans son ensemble. Notre situation financière demeure saine à la clôture de cet exercice. Notre fond associatif nous protège des aléas qui peuvent toujours intervenir en cours d'année. Il nous permet d'être ambitieux pour l'avenir pour que notre histoire sociale continue de se vivre au présent.

RAPPORT COMMISSION CONTROLE FINANCIER PRESENTATION GERNAIN NARZIS

La commission de contrôle financier composée de Martine Chatel et Germain NARZIS, compte tenu des indisponibilités des uns et des autres, a travaillé à distance à partir des grands livres comptables. Elle a obtenu toutes les réponses à ses questions, tant du Trésorier que du Délégué Général. Elle a noté la très bonne tenue des comptes par le Trésorier avec un respect scrupuleux des procédures décidées par le Conseil d'Administration.

Elle a constaté la poursuite des efforts entrepris pour que la tenue de nos comptes permette un suivi attentif de ceux-ci tout au long de l'année, en concordance avec le projet de budget.

La commission se félicite que ces recommandations passées aient été appliquées, permettant ainsi une totale transparence entre les projets de budget votés et les comptes de résultat. Elle souligne l'important travail lié à notre reconnaissance d'Association d'intérêt général ouvrant droit aux déductions fiscales.

Elle remercie le Trésorier pour sa disponibilité, sa totale transparence, et le travail accompli.

Elle n'appelle à aucune réserve et vous demande d'approuver les comptes 2021 tels qu'ils vous ont été présentés.

Le Président de la commission de contrôle financier

Germain NARZIS

COMPTE DE RESULTAT 2021

01 janvier au 31 décembre 2021

CHARGES DE L'EXERCICE	2021	PRODUITS DE L'EXERCICE	2021	
Frais de fonctionnement	22 418,25 €	Adhésions	9 385,00 €	26%
Provisions	3 500,00 €	Initiatives conférences, débats	8 821,00 €	24%
		Vente livres + fil rouge + cahiers	2 059,00 €	6%
Mise à disposition(Déplacements)	3 150,18 €	Convention TLCVacances	6 000,00 €	16%
		Contribution UD CGT 76	5 500,00 €	15%
Résultat de l'exercice	7 378,75 €	Dons	1 532,00 €	
		NDF déplacements laissées en dons	3 150,18 €	13%
	36 447,18 €		36 447,18 €	100%
			0,00 €	

RESULTAT APRES AFFECTIION AU FOND ASSOCIATIF

ASSEMBLEE GENERALE 10 NOVEMBRE 2022

CONSEIL D'ADMINISTRATION

	Nom	Prénom	Ville	
1	Président	Maussion	Jacky	St Martin en campagne
2	Vice Présent	Lebas	Pierre	Le Havre
3	Vice Président	Largesse	Pierre	Elbeuf
4	Délégué Général	Bozec	Alain	Le Havre
5	Secrétaire	Lallier	Marie-agnès	St Etienne du rouvray
6	Trésorier	Lamotte	Pascal	Boissey le chatel
7	Archiviste	Bourlé	Luc	Rolleville
8	Membre du bureau	Brière	Sylvain	Sotteville les rouen
9	Membre du bureau	Delannoy	William	Le Havre
10	Membre du bureau	Laloyer	Grégory	Alisay
11	Conseil administration	Defortescu	Jacques	Le Havre
12	Conseil administration	Delestre	André	Petit Quevilly
13	Conseil administration	Dupuy	Mathias	Dieppe
14	Conseil administration	Godguin	Florent	Rouen
15	Conseil administration	Guerin	Marc	Gonfreville l'Orcher
16	Conseil administration	Jegaden	Jean-Louis	Le Havre
17	Conseil administration	Leballeur	Thierry	Le Havre
18	Conseil administration	Leclercq	Christine	Mont Saint Aignan
19	Conseil administration	Lefebvre	Jean-Jacques	Rouen
20	Conseil administration	Louvet	Gilbert	St Paer
21	Conseil administration	Morel	Pascal	Rouen
22	Conseil administration	Simon	Jacques	Le Havre

COMMISSION DE CONTRÔLE FINANCIER

1	Commission Contôle Financier	Chatel	Martine	Le Havre
2	Commission Contôle Financier	Narzis	Germain	Le Tréport
3	Commission Contôle Financier	Vallin	Daniel	Petit Couronne

Le Conseil d'Administration est composé de 22 membres plus les 3 membres de la C.C.F

Le bureau est composé de 10 membres